



Le Conseil Economique et
Social Libanais

Le rôle des Conseils économiques et sociaux dans le nouveau modèle de gouvernance économique, sociale, et environnementale mondiale

Allocution

Roger Nasnas

Président du Conseil Economique & Social Libanais

AICESIS

Assemblée Générale

New York 6 et 7 juillet 2010

Monsieur le Président,

Excellences,

Chers collègues,

La dernière décennie s'est marquée par un certain nombre de tournures défavorables, à coté d'un nombre d'éléments favorables que le monde a sans doute connus, et qui ont amélioré le sort d'une multitude de nations et d'individus. Ne serait-ce que la fin du communisme dans les pays du rideau de fer, l'accès à l'Europe des Nouveaux pays indépendants, le progrès des accords de l'Union Européenne avec la Turquie et le Maroc, et bientôt la Tunisie. La naissance de l'Union pour la Méditerranée, etc ... nous tenons pour favorable tout ce qui unit et rapproche. Cependant nous avons connu de graves déboires :

- La mutation de l'économie de marché en capitalisme sauvage à la faveur de l'éclatement de l'Union soviétique.
- La désertification de nouvelles régions, le réchauffement climatique, la pénurie d'eau, la pollution de la Méditerranée, la résurgence des épidémies, etc... La terre de nos enfants qui devient moins vivable que la notre. Alors que nous avons la vie beaucoup plus facile que nos parents. Sommes nous la génération privilégiée ou irresponsable. Probablement les deux.

- Et pour couronner le tout la crise internationale dans laquelle se débat notre monde. Et d'abord le monde intellectuel : Est-ce une crise systémique ? Une crise financière ou une dépression évitée ?

Et des questions plus modernes

- Peut-on sortir de la crise alors que le chômage continue de progresser ?
- Faut-il focaliser sur les pays en voie de développement (alors que la plupart ont échappé à la crise) ?

Mais attention ! Remettre à jour les politiques d'ajustements structurels des années 80, risque de casser les pays en voie de développement, les seuls épargnés définitivement par la crise.

L'économie n'est pas une science exacte, en ce sens qu'elle est essentiellement conjoncturelle et relative. Ce dernier terme prête à interprétation : l'examen de toute politique économique doit se faire dans un référentiel politico-social défini pour que les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Crise et croissance

Dans cette optique deux trimestres positifs sans réduction du chômage n'est pas un signe de reprise. La question n'est pas si l'augmentation du chômage réduit ou non le potentiel productif – on peut imaginer un progrès technique qui compense le sous-emploi humain – l'objectif final n'est pas dans la croissance d'un agrégat PIB, mais dans le revenu

moyen et marginal de la population. Et là le rapport Stiglitz a droit de cité. **Non la croissance du PIB sans recul du chômage n'indique aucunement la fin de la crise.** Elle ouvre la voie à une résurgence des démons de la guerre civile ou sonne le glas de la démocratie.

Croissance et environnement

En fait c'est dans cette équation que se pose le vrai problème. Quelle est la part de l'ensemble des pays en voie de développement dans les émissions nocives et la détérioration de la couche d'ozone ? Peut-être inférieure à la part d'un seul pays membre éminent de l'OCDE.

Par conséquent les conventions mondiales sont inefficaces pour sauver la planète. La réunion du G20 et peut être celle du G8 est sans doute plus appropriée. Il faut le dire.

L'AICESIS instrument de la Gouvernance mondiale

Les exemples de la croissance et de l'environnement démontrent que le terrain pour une gouvernance mondiale a encore besoin d'être balisé pour devenir utile. Y a-t-il un rôle que peuvent jouer les CES et l'AICESIS.

Dans la mesure où à l'écart des théories, que l'on se concentre sur l'observation des sociétés et des interactions de base, observables par tous les CES du fait de leur structure, et qu'on découvre l'action en

profondeur qui se déploie dans les forces vives de la nation, et que l'on compare nos expériences, bien sûr que l'on peut de cette manière faire œuvre utile.

Le CES rassemble des élus de la base, qui connaissent le mieux le terrain et ont qualité pour le représenter. C'est eux qu'il faut écouter au départ dans tous les grands thèmes de la nation. C'est un mini référendum permanent.

Ils diront certainement que la crise subsiste tant que le chômage augmente et qu'il faut prendre des dispositions pour remettre les gens au travail ;

Ils conviendront que les plus nantis devront réduire leur opulence et non les plus démunis leur peu de confort pour ménager l'écosystème ;

Ils exigeront la démocratie, ici et maintenant, et non quand les « maîtres du monde » estimeront qu'ils sont aptes à la pratiquer ;

Ils diront leurs priorités : l'éducation de leurs enfants, la santé, la sécurité, la dignité, et surtout l'espoir d'un avenir meilleur.

Est-ce autre chose la Gouvernance ? Y aurait-il une meilleure mission pour les Conseils économiques et sociaux ?

Merci